

RÉFORME DES RETRAITES

PAS UN JOUR DE PLUS, PAS UN EURO DE MOINS !

RECU À 64 ANS, DE QUOI PARLE-T-ON ?

Macron et Borne nous ont déclaré la guerre. L'âge légal de départ à la retraite passerait de **62 ans** à **64 ans** et la durée de cotisation serait allongée de **42 à 43 annuités** pour une retraite à taux plein. Cette 8^{ème} réforme des retraites depuis 1993 obéit à la même logique que les précédentes tout en l'amplifiant : **nous faire travailler plus longtemps tout en baissant le montant des pensions.**

Le savais-tu ? En 1982 les règles étaient toutes autres : une retraite à taux plein à 60 ans avec 37.5 annuités cotisées.

ET LES JEUNES DANS TOUT ÇA ?

Depuis Macron, la situation de la jeunesse n'a fait qu'empirer : sélection à l'université, réforme des lycées professionnels, loi bienvenue en France, précarité généralisée, chômage au plus haut... À cela s'ajoute désormais, avec cette contre-réforme, **une énième attaque contre l'ensemble de notre camp social qui va également se répercuter sur la jeunesse.**

TRAVAILLER MOINS POUR TRAVAILLER TOU-TES

Nombreux-ses sont les étudiant-es qui peinent à trouver un emploi à la sortie de leurs études. Si les travailleur-ses partent plus tard à la retraite, le taux de chômage des jeunes, déjà très haut (18,3% en novembre 2022), risque d'exploser. Loin de l'idée d'une concurrence entre les plus jeunes et les plus âgé-es, **il faudrait en réalité travailler moins pour travailler tou-te-s !**

LES CARRIÈRES LONGUES PÉNALISÉES

Celles et ceux démarrant leur carrière avant 20 ans tendent à occuper **les métiers les plus rudes et ont une espérance de vie réduite par leur travail (6 ans d'écart entre un-e cadre et un-e ouvrier-e).** Si le gouvernement fait passer sa réforme, ils devront travailler 44 annuités pour toucher la retraite à taux plein (*soit une de plus que le reste de la population*). Pour Borne et Macron : aux métiers les plus usants, les carrières les plus longues. **Pour nous : passer notre vie à travailler, c'est non.**

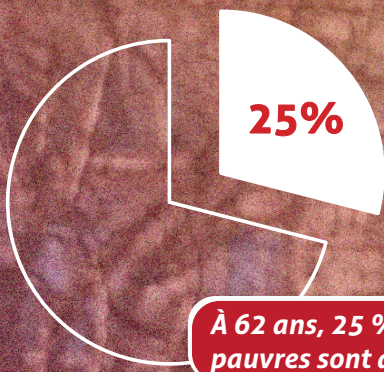
ÉTUDIER POUR MOURIR AU TRAVAIL ?

Pour les étudiant-es, l'âge de départ à la retraite sera **bien plus avancé que 64 ans.** Par exemple, avec la réforme : en validant un BAC +5 sans pause et en démarrant à 23 ans, sans interruption de carrière, **il faudra attendre 66 ans pour partir à la retraite.**

Avec la sélection à l'université, il faut parfois plusieurs années pour accéder à la filière de notre choix. Il est aussi normal de pouvoir se réorienter. Pour toucher la retraite à taux plein, **il faudrait choisir les études les plus courtes et les plus rentables.** Pourtant, les études devraient permettre de **s'émanciper, grandir, réfléchir et expérimenter, sans crainte du lendemain.**

SOLIDARITÉ AVEC NOS AINÉ-ES

Si la retraite nous paraît lointaine ou inatteignable, c'est une question cruciale pour nos proches, nos parents, ou nos grands-parents qui ne sont pas encore retraité-es. **Cette réforme précariserait considérablement leur vie après la retraite, mais aussi leur capacité à nous soutenir pour nos études ou les incidents de la vie.**



NON, CETTE RÉFORME N'EST PAS NÉCESSAIRE

L'URGENCE COMME PRÉTEXTE

Pour imposer sa réforme, Macron tord la réalité : notre système actuel serait tant déséquilibré qu'il y aurait urgence à reculer l'âge de départ à 64 ans. **Cet argument est contredit par le rapport du COR**, dépendant du cabinet de la première ministre Élisabeth Borne elle-même. Ce dernier, « *ne valide pas le bien-fondé des discours qui mettent en avant l'idée d'une dynamique non contrôlée des dépenses de retraite* ». Bien loin de la nécessité, cette contre-réforme est un choix politique au service des capitalistes.

ON VIT PLUS LONGTEMPS, DONC ON TRAVAILLE PLUS LONGTEMPS ?

Si l'espérance de vie en France est croissante, l'espérance de vie en bonne santé stagne entre 63 et 64 ans depuis plus de 20 ans (DREES, 2019).

De plus, il faut rappeler que la prise en compte de la pénibilité, annoncée à de nombreuses reprises lors des précédentes réformes, n'est toujours pas effective. **Pire, en 2017, 5 mois après l'arrivée de Macron à l'Élysée, 4 des 10 critères de pénibilités ont été supprimés.**

UN DÉFICIT TROP IMPORTANT ?

Si il est actuellement excédentaire depuis 2021, le système de retraites sera effectivement très probablement en déficit dans les prochaines décennies. **Mais par déficit, de quoi parle-t-on ?** Il est question de 10 à 15 milliards de déficit dans un futur proche. Ce chiffre important n'est pourtant pas grand chose vis-à-vis d'autres données.

En 2022 les aides aux entreprises ont été de 157 milliards d'euros d'argent public. Cette somme a notamment permis au CAC40 de reverser 80,1 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires. **De l'argent, il y en a, alors servons nous !**

Ressources du système de retraites / an **346 Mds€**

Hypothétique déficit **12 Mds€**

Sommes versées aux actionnaires du CAC40 **80 Mds€**

Fortune des 42 milliardaires français **545 Mds€**

Fortune des 500 plus grandes fortunes français **1000 Mds€**

UNE RÉFORME PENSÉE PAR CELLES ET CEUX QUI N'ONT JAMAIS TRAVAILLÉ

Le gouvernement s'est permis d'avancer que sa réforme était « en faveur du progrès social » avec pour argument phare les 1200 euros brut de minimum retraite. Si cette somme est largement insuffisante, les conditions d'accès méritent notre attention : il faudra témoigner d'une carrière complète au SMIC dans le privé. Des données de Mediapart révèlent que sur un échantillon de 2,5 millions de personnes, **seules 48 personnes sont concerné-es.** Cela illustre la méconnaissance des technocrates libéraux du monde du travail.

LA RETRAITE, ÇA FONCTIONNE COMMENT ?

Notre système fonctionne par répartition : les cotisations versées par les actif-ves sont utilisées pour payer les prestations des retraité-es actuels. *En cotisant X années on est certain-es de toucher X% d'un salaire de référence.*

Ce système a été mis en place après la 2nde guerre mondiale avec pour objectif d'affirmer la solidarité entre les générations et permettre aux travailleur-ses de ne pas vivre dans la misère après leur vie de travail. À l'arrivée à la retraite, la pension est calculée en fonction du revenu, de l'âge de départ et du nombre d'années cotisées.

C'est à ces conditions que l'exécutif s'attaque avec cette réforme en faveur du MEDEF.

REJOINS NOUS !

 JEUNES@NOUVEUPARTIANTICAPITALISTE.ORG



UNE RÉFORME SEXISTE, RACISTE ET LGBTIPHOB

Si la réforme est injuste pour tout le monde, elle l'est particulièrement pour toutes les minorités opprimées. Car ce sont les femmes, les immigré-es, les personnes racisées ou les personnes LGBTI qui ont les emplois les plus précaires.

En première ligne, **les femmes**. En effet, elles sont particulièrement concernées par les temps partiels imposés et les interruptions de carrière. À cela s'ajoutent des salaires qui sont en moyenne **22% plus bas que ceux des hommes**. Ces éléments impactent donc directement les retraites des femmes : leurs pensions de droit direct sont **40% inférieures à celles des hommes**. Elles sont donc amenées à travailler plus et plus longtemps, au coût de leur santé et de leur droit au repos (*19% des femmes attendent l'âge de 67 ans pour partir à la retraite sans décote*).

De plus, **les personnes LGBTI font face à de nombreuses discriminations dans le monde du travail**, ce qui entraîne des inégalités de salaire ou des difficultés à trouver un emploi. Aussi, elles sont particulièrement vulnérables face au grand âge. En effet, la structure familiale représente un appui nécessaire pour les personnes âgées, or, beaucoup de personnes LGBTI sont privées du soutien familial : il est plus probable qu'iels aient été rejeté-es par leurs familles. Mais encore, **le droit de créer sa propre famille est toujours un combat pour elles et eux**.

De manière générale, **toutes les personnes avec des carrières hachées peinent à avoir une retraite décente**. C'est notamment le cas des travailleur-ses immigré-es qui alternent entre les phases d'emploi et de chômage et qui sont plus exposé-es aux jobs sans contrats.

Si ces situations sont déjà injustes, la réforme ne ferait que les renforcer. Au lieu d'exacerber les inégalités, recréons de la solidarité !



PAS DE RETRAITES SUR UNE PLANÈTE MORTE !

La retraite est un temps qui se situe en dehors de l'exploitation capitaliste où on ne trime plus pour un patron. Si actuellement on se mobilise pour une retraite en bonne santé, **on la revendique sur une planète vivable**.

Le système capitaliste est par essence basé sur l'exploitation : la classe dominante exploite au maximum la force de travail du prolétariat quitte à le tuer au travail tandis que dans le même temps, par sa nature productiviste, le capitalisme épuise les ressources de la planète. Face aux effets du dérèglement climatique, **il va falloir abandonner les secteurs les plus polluants** comme l'aviation, le nucléaire ou l'armement. Rapidement, cela va avoir un impact sur la possibilité de notre classe sociale à travailler. **C'est en partie en ce sens que les luttes écologistes et sociales sont intrinsèquement liées**.

Le covid, les basses ou fortes températures, l'effondrement de certains écosystèmes sont des alertes. Pourtant à part fermer les facs l'hiver, dire au travailleur-ses de mettre des cols roulés pour éviter le chauffage ou de supprimer les pièces jointes rigolotes des mails, **rien n'est fait**.

Alors que les catastrophes climatiques s'intensifient, Macron annonce une réforme à rebours des enjeux actuels. Face au péril d'un productivisme dégénéré, qui impacte les écosystèmes et met en péril la pérennité de notre existence, la proposition qui nous est faite est de travailler plus longtemps, **pour nous : c'est non**.

QUEL PROJET DE SOCIÉTÉ POUR LA JEUNESSE ?

Si ces enjeux peuvent être abstraits à nos yeux, ils témoignent d'un projet de société vers lequel le capitalisme veut nous faire tendre.

Ce qui nous est proposé, c'est de travailler plus longtemps pour gagner moins. Pourtant, la retraite constitue un droit au repos essentiel, où nous ne sommes pas exposé-es à un patron, où nous pouvons vivre notre vie comme nous l'entendons. Cette réforme ne répond pas à une nécessité économique, mais bien à des choix politiques et à un projet politique précis : celui de faire des économies sur le reste de la population.

Les gouvernements successifs et leurs contre-réforme empêchent les jeunes de se projeter dans l'avenir : difficulté à trouver un emploi, pas de retraite, une planète morte... Alors dessinons collectivement un horizon heureux et émancipateur.

Parce qu'on ne veut pas mourir au travail et parce qu'on ne veut pas passer notre vie à travailler, il est plus que nécessaire de construire un projet alternatif à celui imposé par les capitalistes !

SUR NOS LIEUX DE TRAVAIL ET D'ÉTUDES, MOBILISONS NOUS !

En tant que jeunes, nous devons intervenir dans nos lieux d'études et de travail pour convaincre autour de nous celles et ceux qui partagent nos conditions matérielles d'existence. La jeunesse doit faire grossir les rangs des manifestations. Pour cela, organisons nous collectivement dans les syndicats étudiants & lycéens et les Assemblées Générales pour mener la grève et les actions le blocage du pays. Pour gagner la lutte pour nos retraites, en tant que jeunes, soyons aux côtés de l'ensemble des secteurs mobilisés et participons à construire un mouvement d'ensemble. **C'est à cette seule condition que nous pourrons faire reculer le gouvernement.**

C'est à nous de décider de notre avenir.

NOS REVENDICATIONS

RETRAIT DE LA RÉFORME ET RETOUR DE LA RETRAITE À 60 ANS AVEC 37.5 ANNUITÉS

Nous défendons le retour à la retraite à 60 ans avec 37,5 annuités. Pour une réelle prise en compte de la pénibilité, les salarié-es exerçant les métiers les plus pénibles doivent pouvoir partir dès 55 ans.

STAGES ET ÉTUDES COTISÉS, SALAIRE ÉTUDIANT

Nous défendons l'inclusion des années d'études et des stages dans les années de cotisation. Dans le même temps, nous militons pour un salaire étudiant au niveau du SMIC (*mais d'un SMIC largement revalorisé*).

AUGMENTER LES SALAIRES

Sans travail ou en activité, notre combat reste le même. Augmenter les salaires, c'est plus de ressources pour la Sécurité sociale car les cotisations sociales augmentent aussi. Le revenu minimum ne doit pas être inférieur à 1 800 € net.

RÉDUIRE LE TEMPS DE TRAVAIL

Plutôt que de réformer l'assurance-chômage en imposant des conditions déléteres pour les personnes sans activité, nous proposons de travailler moins pour travailler tou-tes. Diminuer sans perte de salaire le temps de travail à 32 heures afin de donner du travail à tou-tes les chômeur-ses.

L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES TOUT AU LONG DE LA VIE

Les inégalités de rémunérations femmes-hommes se reflètent aussi sur les pensions. L'égalité salariale doit être imposée tout au long de la vie pour garantir un système économique égalitaire entre travailleur-ses.

Nous appelons celles et ceux qui se sont reconnu-es dans la voix que nous avons portée via la candidature de Philippe Poutou dans la dernière campagne présidentielle à nous rejoindre, à nous contacter sur nos réseaux sociaux ou par mail.